



« Nous avons des noms sur le papier, mais pas d'enseignants dans les classes » : ces établissements qui manquent toujours de professeurs

Deux semaines après la rentrée, des problèmes subsistent. Les rectorats plaident une « période d'adaptation » inhérente à la rentrée. Les heures de cours perdues s'accumulent pour les élèves. La réunion parents-professeurs des secondes est à peine terminée que deux mères de famille se dirigent vers le stand de la FCPE, devant le lycée Eugène-Delacroix, à Drancy (Seine-Saint-Denis). Leurs enfants n'ont pas de professeur d'espagnol depuis la rentrée, et personne n'a pu les rassurer quant au délai qui sera nécessaire pour résoudre le problème. « Qu'est-ce qu'on peut faire ? », demande l'une d'elles aux représentants de parents d'élèves. « Appelez le rectorat tous les jours pour qu'il trouve quelqu'un », lui conseillent les élus, assurant que la direction fait tout ce qu'elle peut de son côté.

La promesse d'un enseignant devant chaque classe à la rentrée n'a pas été tenue dans ce lycée polyvalent accueillant plus de 2 000 élèves et étudiants. Mathématiques, espagnol, anglais, sciences et vie de la terre (SVT), histoire-géographie, mais aussi biotechnologies ou gestion-administration pour la voie professionnelle... Il manquait ici, de source syndicale, plus d'une dizaine de professeurs le 16 septembre, sur un effectif total de 190. Pour les élèves, ce sont des dizaines d'heures de cours déjà perdues. « On ne peut pas compenser en interne, beaucoup de professeurs font déjà des heures supplémentaires et les emplois du temps ne sont pas toujours compatibles », explique Colleen, enseignante d'anglais au lycée, qui ne souhaite pas donner son nom.

« Ce sont des ajustements »

La situation n'est pas isolée : les organisations syndicales de l'académie de Créteil appellent à la grève, mardi 20 septembre, pour protester contre les postes toujours vacants et les effectifs par classe en hausse dans plusieurs établissements du second degré. Dans toutes les académies, des collèges et lycées signalent des heures non assurées depuis le 1^{er} septembre.

Selon une enquête du premier syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN, 62 % des collèges et lycées ont déclaré manquer d'au moins un enseignant après le 1^{er} septembre. Avec d'importantes disparités entre les académies : si 88 % des établissements de l'académie de Limoges disaient avoir tous leurs enseignants, ce n'était le cas que de 23 % de ceux de l'académie de Créteil, ou encore 14,6 % dans celle de Grenoble.

Le ministère de l'éducation nationale n'a pas confirmé ces chiffres – et n'en a pas encore publié. Pap Ndiaye a affirmé, le 12 septembre, que la rentrée avait été « bonne », concédant cependant quelques « absences frictionnelles » « des problèmes à régler »

Dans les rectorats, on affirme qu'il s'agit d'une « période d'adaptation » inhérente à chaque rentrée. « Nous ne manquons pas d'enseignants, ce sont des ajustements, assure-t-on par exemple au rectorat d'Orléans-Tours, où plus de 90 % des chefs d'établissements déclaraient au moins un poste vacant après la rentrée, selon le SNPDEN. Dans le second degré, nous avons 32 000 enseignants répartis dans 400 établissements... C'est un défi de gestion des ressources humaines et la répartition des enseignants peut prendre du temps. »

« Des années que ça dure »

L'équation se complique quand les manques concernent des fractions de postes – quelques heures dans une discipline – qui ne permettent pas d'affecter un enseignant à temps complet et nécessitent de répartir des remplaçants sur plusieurs établissements, parfois éloignés de plusieurs dizaines de kilomètres.

Sur ces postes, même le recours aux contractuels se révèle difficile – car les rectorats hésitent à affecter, loin de chez eux, des enseignants qui pourraient abandonner plus vite si on leur propose uniquement un service partiel. « C'est le cas dans les territoires reculés » ou à proximité d'autres bassins d'emplois dynamiques, fait valoir François Lecointe, secrétaire académique adjoint du SNES-FSU dans l'académie de Grenoble.

Olivier Moine, professeur de sciences de l'ingénieur au lycée La Pléiade à Pont-de-Chéry (Isère), exerce dans l'une de ces zones. Le rectorat confirme, dans cet établissement, le manque de deux enseignants à temps plein et d'un « bloc » d'heures de sciences de l'ingénieur non pourvu. « Pour nous, cela fait des années que ça dure », s'agace Olivier Moine. « L'an dernier, on a pris deux classes une semaine sur deux en sciences de l'ingénieur





jusqu'à ce que le remplaçant arrive » après les vacances de Noël. « Mais ce genre de bricolage nous laisse désormais sceptiques : il permet aussi de retarder la solution » analyse l'enseignant.

D'après les proviseurs, si ces manques de début d'années sont classiques, ils durent davantage qu'à l'accoutumée cette rentrée. « Le nombre de postes vacants baisse progressivement, mais les affectations, notamment des stagiaires, ont pris du retard », constate Laurence Colin, secrétaire générale adjointe du SNPDEN et proviseure d'un lycée professionnel en Gironde, où il manque encore deux professeurs, contre sept le jour de la prérentrée.

La conséquence reste la perte d'heures d'enseignement pour des milliers d'élèves. Certains établissements ont toujours des postes non pourvus, ceux pour lesquels aucun enseignant titulaire ou contractuel n'a été trouvé. C'est notamment le cas pour les filières professionnelles, qui pâtissent de la concurrence salariale avec le secteur privé. Dans d'autres cas, les postes sont pourvus mais les enseignants affectés sont absents et n'ont pas été remplacés. « Nous avons des noms sur le papier, mais pas d'enseignant dans les classes », résume un enseignant de Seine-Saint-Denis.

Un terreau d'inégalités des chances

La situation ne surprend ni les professeurs, ni les chefs d'établissement, tant les défaillances sur le remplacement sont récurrentes dans le second degré. La plate-forme Ouyapacours, lancée par la FCPE pour que tous les parents signalent les heures non remplacées, a comptabilisé plus de 80 000 heures de cours perdues en 2021-2022. Un chiffre à multiplier « au moins par deux pour avoir une idée de la réalité », selon la fédération.

« Si les absences sont résolues rapidement, nous pouvons essayer d'assurer des heures de rattrapage sur le reste de l'année, explique Radouane M'Hamdi, proviseur du lycée André-Boulloche à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), où il manquait encore, le 16 septembre, des enseignants pour assurer dix-huit heures de français et neuf heures de sciences économiques et sociales (SES). Mais il y a trente-six semaines de cours par an, donc un poste vacant plus de trois semaines, c'est 10 % des heures annuelles dans la discipline qui sont perdues pour les élèves et ça devient difficile à compenser. »

Un terreau d'inégalités des chances, particulièrement préjudiciable lorsqu'il touche des classes à examen. Les professionnels s'inquiètent aussi du risque de décrochage de certains élèves dont les emplois du temps sont noyautés dès la rentrée, notamment en filière professionnelle. « Quand les élèves ont huit heures de travaux pratiques dans la journée avec un enseignant et que ce dernier n'est pas là, les dégâts potentiels sur les élèves sont énormes », relève Laurence Colin.

Enseignants, chefs d'établissements et parents s'inquiètent désormais de savoir à quel point les viviers de remplaçants ont été mobilisés pour couvrir ces manques. Et combien seront encore disponibles pour pallier les absences, beaucoup plus nombreuses, qui s'accumuleront cet hiver.

